



3^{ème} CONCOURS D'ADMINISTRATEUR TERRITORIAL

SESSION 2020

Une épreuve de finances publiques consistant
en la rédaction de réponses synthétiques à des questions courtes
pouvant être accompagnées de textes, graphiques ou
tableaux statistiques à expliquer et commenter

EPREUVE N° 15

Durée : 3 h
Coefficient : 2

Question n° 1 : (6 points)

En vous appuyant sur le(s) document(s) n°1 et 2

Le solde des administrations publiques locales en 2019 : quels principaux déterminants et quelles conséquences ?

Question n° 2 : (7 points)

Principe d'autonomie financière des collectivités territoriales : quelle réalité en 2020 ?

Question n° 3 : (7 points)

Impact du Covid-19 sur l'activité économique : comment et jusqu'où les collectivités locales peuvent-elles jouer un rôle d'amortisseur ?

DOCUMENTS JOINTS

Document n° 1	Insee, Informations rapides n°73, 25 mars 2020 – Comptes nationaux des administrations publiques- année 2019	Page 1
Document n°2	Insee, Informations rapides n°73, 25 mars 2020 – Comptes nationaux des administrations publiques – année 2019	Page 2

NOTA :

- 2 points seront retirés au total de la note sur 20 si la copie contient plus de 10 fautes d'orthographe ou de syntaxe.
- Les candidats ne doivent porter aucun signe distinctif sur les copies : pas de signature ou nom, grade, même fictifs.
- Les épreuves sont d'une durée limitée. Aucun brouillon ne sera accepté, la gestion du temps faisant partie intégrante des épreuves.
- Lorsque les renvois et annotations en bas d'une page ou à la fin d'un document ne sont pas joints au sujet, c'est qu'ils ne sont pas indispensables.

DOCUMENT 1

Extrait de Insee, Informations rapides n°73, 25 mars 2020
Comptes nationaux des administrations publiques- année 2019

Capacité (+) ou besoin (-) de financement par sous-secteurs

(en Mds€)

	2016	2017	2018	2019
État	-75,4	-69,6	-65,4	-83,6
Organismes divers d'administration centrale	-6,2	-4,4	-2,5	-2,3
Administrations publiques locales	3,0	1,6	2,7	-0,9
Administrations de sécurité sociale	-2,2	4,9	11,7	14,0

Sources : Insee, DGFiP, DGTre sor, notification de mars 2020.

La dégradation du besoin de financement des administrations publiques en 2019 provient essentiellement de l'état, pour -18,2 Md , sous l'effet des transferts de TVA aux administrations de Sécurité sociale destinés à compenser notamment la transformation du CICE en all gements de cotisations. L'exc dent des administrations de sécurité sociale augmente de 2,3 Md  entre 2018 et 2019.

Les administrations publiques locales affichent un léger besoin de financement en 2019 après avoir été en exc dent en 2018 (-0,9 Md  après +2,7 Md  en 2018) : les dépenses, en particulier d'investissement, augmentent de façon soutenue, davantage que les recettes.

Enfin, le besoin de financement des organismes divers d'administration centrale se réduit de 0,1 Md  : les dépenses et les recettes augmentent fortement du fait de l'entrée des politiques d'apprentissage et de formation professionnelle dans le champ des administrations publiques avec la création de France Compétences, mais sans impact sur le besoin de financement.

DOCUMENT 2

Extrait de Insee, Informations rapides n°73, 25 mars 2020
Comptes nationaux des administrations publiques- année 2019

La dette publique (Maastricht) et la dette nette

(en Mds€)

	Dette publique		Dette nette	
	2018	2019	2018	2019
Ensemble	2 314,9	2 380,1	2 108,9	2 170,7
<i>dont :</i>				
<i>État</i>	<i>1 841,8</i>	<i>1 911,8</i>	<i>1 732,6</i>	<i>1 797,4</i>
<i>Organismes divers d'administration centrale</i>	<i>63,3</i>	<i>64,9</i>	<i>50,5</i>	<i>51,4</i>
<i>Administrations publiques locales</i>	<i>205,7</i>	<i>210,3</i>	<i>193,2</i>	<i>197,6</i>
<i>Administrations de sécurité sociale</i>	<i>204,1</i>	<i>193,1</i>	<i>132,7</i>	<i>124,3</i>

Sources : Insee, DGFIP, DGTrésor, notification de mars 2020.

ÉPREUVE N° 15